

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail Justice Solidarité

oooooooooooooooooooo

MINISTERE DU PLAN

DIRECTION NATIONALE DE LA STATISTIQUE

DIVISION COMPTABILITE NATIONALE

ATELIER SUR LES COMPTES NON DEFINITIFS ET PROVISOIRES
Présentation pays : GUINEE

Présenté par :

- Sékou DIOUBATE : Chef de Division Comptabilité nationale
- Hadja Hamanatu DIALLO : Chef de section sociétés non financières

Conakry, Août 2006.....

SOMMAIRE

I - DESCRIPTION RAPIDE DE LA STRUCTURE ET DE L'EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE GUINEENNE

Introduction

1.1 Analyse de l'offre

1.2 Analyse de la demande

1.3 Commerce extérieur

Conclusion :

II - Situation des comptes nationaux de la guinée et les perspectives

2.1 Année de base et les années courantes.

2.2 Ampleur du retard et analyse des difficultés qui sont à l'origine

2.3 Quelques propositions

- Nomenclatures utilisées et problèmes rencontrés
- Traitement de la DSF et stratification des entreprises
- Champ des comptes proposés

I - Description rapide de la structure et de l'évolution récente de l'économie guinéenne

Introduction

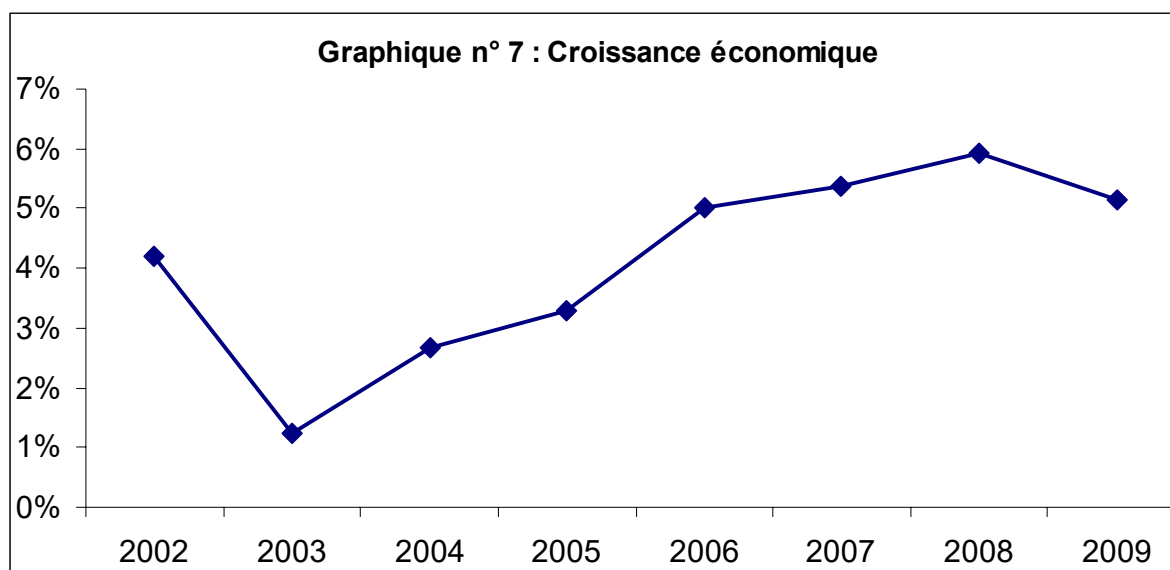
- Croissance économique

En dépit des difficultés financières de l'Etat, la croissance économique en 2005 a été estimée à 3,3% contre 2,7% en 2004. Le taux d'inflation quant à lui a considérablement augmenté pour atteindre 27,6% en glissement annuel et 31,4% en moyenne annuelle. Le déficit budgétaire a été ramené à 1,4% du PIB contre 5,9% en 2004.

Toutefois, ce début de relance de la croissance reste tributaire de certains facteurs défavorables notamment : (i) les problèmes énergétiques (Eau, électricité) ; (ii) les problèmes de télécommunication; (iii) les conditions climatiques défavorables à la production agricole; (iv) la pénurie de ciment; (v) les tensions inflationnistes; (vi) le manque de concours financiers extérieurs ; (vii) et l'instabilité dans la sous- région.

A court et moyen termes, la mise en oeuvre de mesures hardies de gestion macro-économique pourrait relancer la croissance économique conformément aux orientations de politique économique définies dans la Stratégie Globale "**GUINEE, VISION 2010**" et le **Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)**.

Dans cette optique, l'économie nationale devrait connaître une nouvelle dynamique plus forte en 2006 avec un taux de croissance du PIB de 5% en termes réels. Cette croissance résultera de l'effort conjugué de tous les secteurs. Le secteur rural dont la part attendue dans le PIB est de 19,4% pourrait enregistrer un taux de croissance de 5% en 2006 avant d'atteindre 5,2% en 2007. La croissance du secteur secondaire devrait augmenter de 5,3% en 2006 avant de se situer à 6,5% en 2007 sous l'effet conjugué de l'amélioration de la fourniture d'énergie dont le taux de croissance à deux chiffres est attendu à l'horizon 2008 (soit 10%).

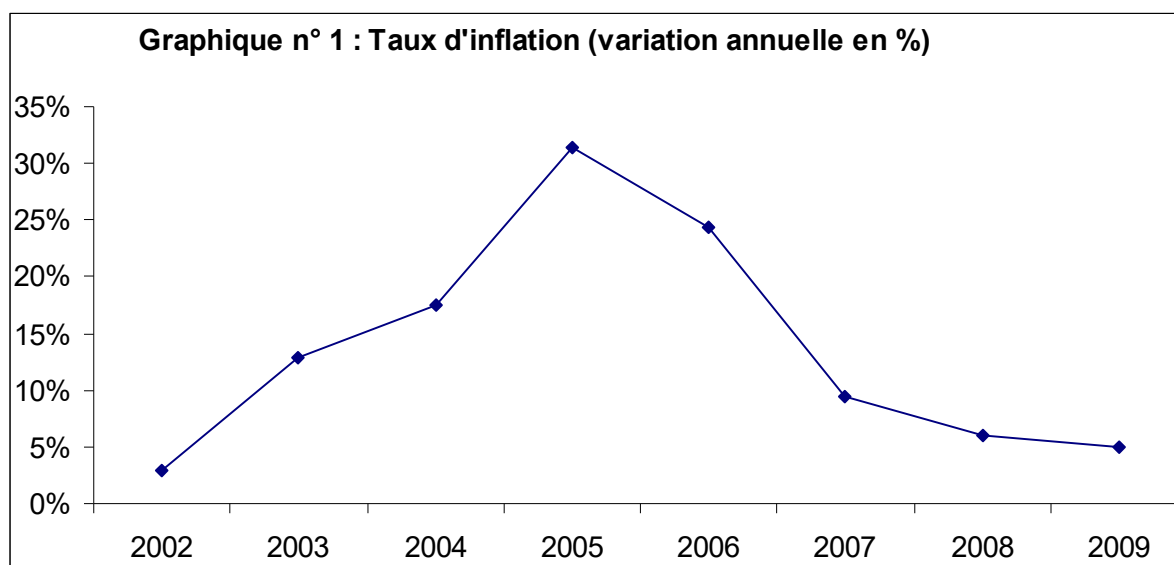


- Taux de change et d'inflation

L'indice des prix à la consommation n'a cessé d'augmenter durant l'année 2005. En glissement annuel, l'inflation a été de 31,03% en 2005 contre 27,6% en 2004 et en moyenne annuelle, elle a atteint 31,4% en 2005 contre 17,5% en 2004, soit une augmentation de 13,9 points.

Cette forte augmentation de l'inflation résulte en grande partie de l'augmentation du prix des produits pétroliers, de la pénurie des denrées de première nécessité et de la détérioration du taux de change du franc guinéen contre les principales devises. Cette situation a considérablement affecté le pouvoir d'achat du guinéen en général et aggravé celui des populations se trouvant en dessous du seuil de pauvreté en particulier.

Le pouvoir d'achat est estimé à GNF 690.377 en 2005 (*selon les estimations de la DNP basées sur le scénario de croissance accéléré et ajustement de l'indice du coût de la vie*) soit 153 \$US par an.



- Monnaie :

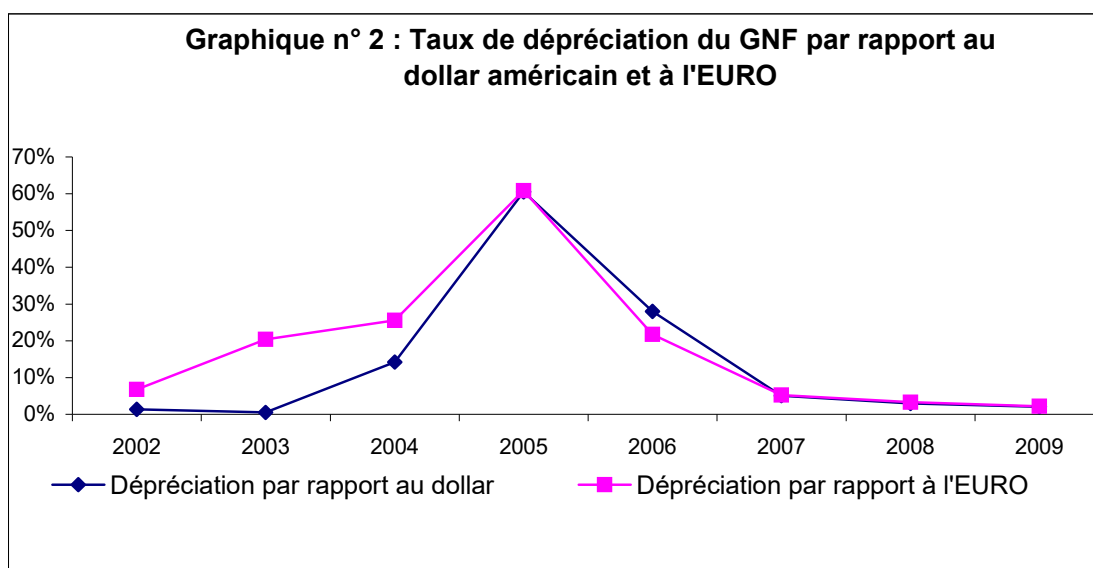
la monnaie nationale s'est fortement dépréciée par rapport aux principales devises. La dépréciation en moyenne annuelle par rapport au dollar américain a atteint 60,5% en 2005 contre 14,2% en 2004. Cette dépréciation par rapport à l'Euro a été de 60,8% avec 1 Euro contre 4534,6 GNF. La tendance à la baisse pourrait s'amorcer à partir de 2007 et se poursuivre en 2008 pour se situer à 3% puis à 2% en 2009. Quant à la dépréciation du franc guinéen par rapport à l'Euro, elle est passée de 25,6% en 2004 à 60,8% en 2005 en raison de la perte de compétitivité des produits guinéens sur le marché européen en particulier et aussi du gain de change de l'Euro par rapport au dollar américain. En 2006, elle pourrait se situer à 21,7%, puis à 5,3% en 2007, à 3,3% à l'horizon 2008 et 2,2% en 2009.

Sur le marché parallèle, la monnaie guinéenne s'est fortement dépréciée dépassant les 70%.

Pour 2006, l'objectif de l'Etat est de ramener la hausse du prix à la consommation à un niveau nettement inférieur à celui de 2005 et contenir la dépréciation de la monnaie par rapport aux devises. En moyenne annuelle, un dollar américain devrait se changer contre 4660 FG tandis que 1 Euro devrait se changer contre 5520, 3 GNF.

Il convient de souligner que la dépréciation de la monnaie nationale résulte en grande partie de la baisse des avoirs extérieurs bruts.

Les avoirs extérieurs bruts ont légèrement augmenté en 2005, par rapport à 2004, soit 98,9 millions de \$US contre 92,3 millions de \$US. Cependant en mois d'importation, ils se sont situés à 1,2 mois en 2005 contre 1,4 mois en 2004.



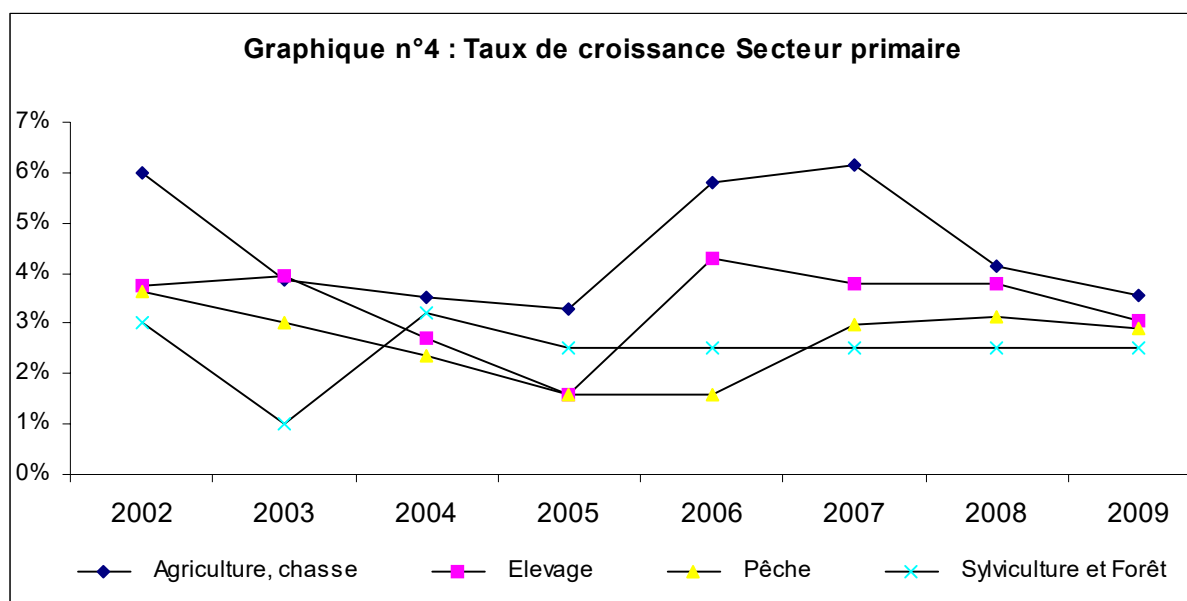
1.1 – Analyse de l’offre

L’analyse des valeurs ajoutées sectorielles porte essentiellement sur les principaux secteurs économiques à savoir le primaire, le secondaire et le tertiaire.

1.1.1- Secteur primaire

L’analyse des données et des informations, reçues des services techniques du Ministère de l’Agriculture et de l’Elevage des Eaux et Forêt (MAEF), relatives à la campagne agricole, a permis une estimation du taux de croissance du secteur primaire à 2,8% en 2005 pour un objectif de 3.3%.

Cette moindre croissance dépend en grande partie des sous-secteurs “élevage et pêche” qui ont enregistré un niveau de croissance identique de 1,6% nettement inférieur à leurs taux de croissance respectifs de 2004. Le sous-secteur agriculture a enregistré un taux de croissance de 3,3% contre 3,5% en 2005. Cette faible performance résulte de divers aléas enregistrés pendant la campagne agricole 2005 notamment le manque de semences et d'intrants, la perturbation de la pluviométrie et l’invasion des criquets et des chenilles dans certaines zones.



Le sous-secteur élevage a enregistré en 2005 un taux de croissance estimé à 1,6% contre 2,7% en 2004 à cause de la situation macroéconomique générale du pays qui a entraîné un arrêt provisoire des projets et programmes d'investissement en faveur de l'élevage, comme le Programme d'Appui au Secteur de l'Elevage (PASEL) et le Programme Panafricain de Contrôle des Epizooties (PACE). Par conséquent une baisse des appuis en direction des éleveurs.

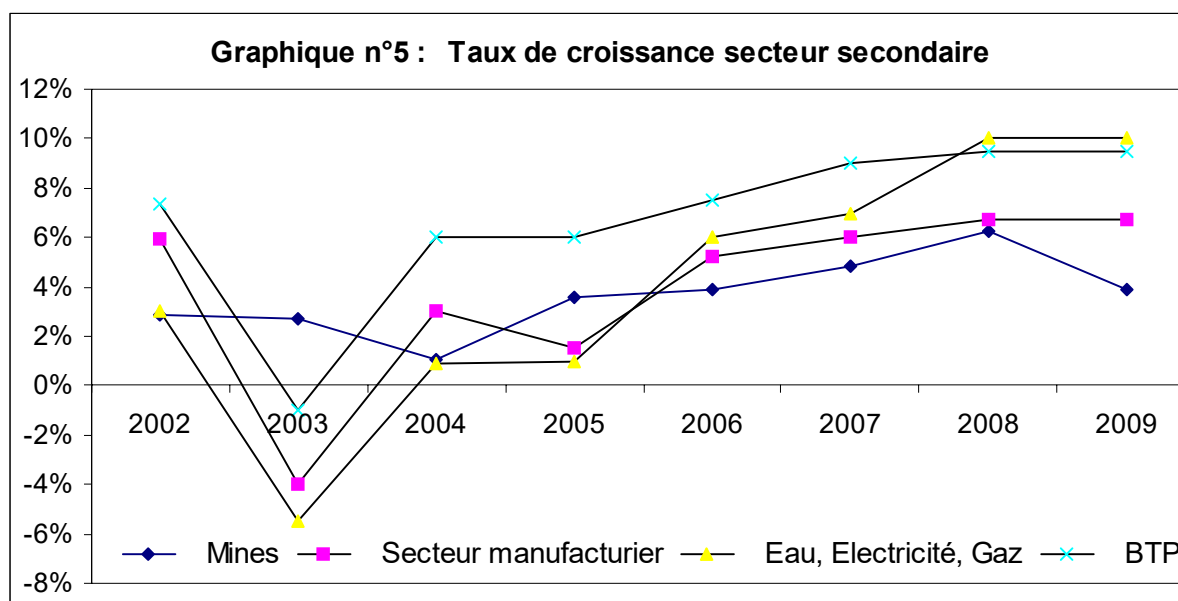
Le taux de croissance du *sous-secteur pêche* a été estimé à 1,6% en 2005 contre 2,4% en 2004. Cette moindre croissance a été entraînée par plusieurs facteurs dont, entre autres, la vétusté des infrastructures, la faiblesse des moyens de surveillance maritime, l'insuffisance de l'appui à la pêche continentale et maritime.

Le taux de croissance du *sous-secteur sylviculture et forêt* a été estimé à 2,5% en 2005 contre 3,2% en 2004. Cette baisse se traduit en grande partie par le repli dans l'exploitation des essences forestières et dans l'exportation de bois sur toute l'étendue du territoire national.

La part du secteur rural dans le PIB s'est maintenue à plus de 19% entre 2005 et 2006.

1.1.2 - Secteur secondaire

Le taux de croissance du secteur secondaire s'est considérablement amélioré passant de 2,9% en 2004 à 4,1% en 2005 grâce à une forte contribution du secteur minier à travers l'extension des installations la SAG et de la SMD.



Le *sous-secteur mine* a enregistré un taux de croissance de 3,6% en 2005 contre 1,1% en 2004. Cette augmentation de la valeur ajoutée des mines résulte de l'accroissement de la production de la SAG et de la SMD. En 2006, le taux de croissance du secteur des mines pourrait atteindre 3,9%, avant de se situer en moyenne autour de 5,7% entre 2007 et 2009. Cette amélioration de la croissance du secteur minier devrait résulter à la fois de l'impact des restructurations en cours et de la mise en œuvre d'importants projets d'extension et d'exploitation. La mise en œuvre des grands projets miniers devra relancer la dynamique économique et la création d'emplois tout en favorisant la réduction de la pauvreté.

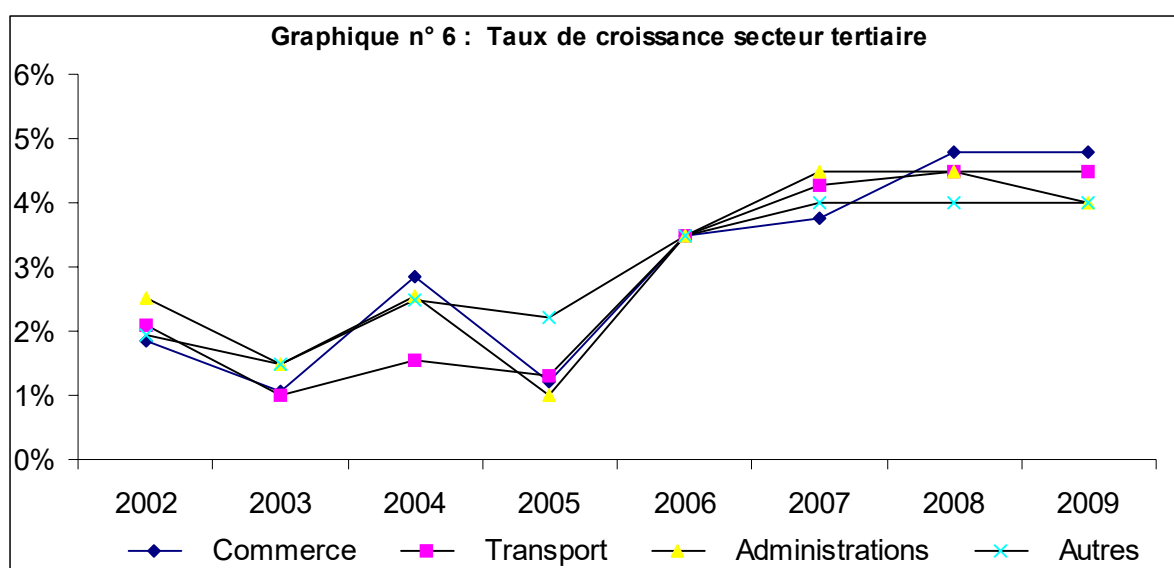
En 2005, le taux de croissance du *sous-secteur énergie* a été estimé à 1% contre 0,9% en 2004. Ce résultat traduit les efforts fournis par le Gouvernement pour appuyer la société d'électricité EDG dans la production et la distribution.

Le dynamisme du *secteur des BTP* a été soutenu par des investissements remarquables des ménages et des entreprises au cours de l'année 2005 malgré la flambée des prix des matériaux de construction que le pays éprouve. Ainsi, son taux de croissance a été estimé à 6% contre un objectif initial de 5,5%. Il convient de souligner que ce secteur figure toujours parmi les priorités du Gouvernement compte tenu des besoins énormes ressentis en matière d'aménagement du territoire et d'infrastructures dans les secteurs sociaux (santé, éducation et assainissement). C'est également vers le secteur des BTP que l'essentiel des investissements des ménages se trouve orienté. Le taux de croissance du secteur des BTP pourrait se situer à 7,5% en 2006 avant d'atteindre 9% en 2007, puis 9,5% en 2008 et 2009.

Le taux de croissance du secteur secondaire prévu pour l'année 2006 est de 5,3%, il pourrait augmenter en passant de 6,5% en 2007 à 7,5% en 2008.

1.1.3 – Secteur tertiaire

La croissance du secteur tertiaire a connu une détérioration passant de 2,6% en 2004 à 1,4% en 2005 imputable à la moindre croissance de l'ensemble des sous-secteurs.



Le taux de croissance du **sous-secteur commerce**, a été estimé à 1,2% en 2005 contre 2,8% en 2004 en raison des difficultés d'obtention des devises nécessaires aux importations par les opérations économiques. A partir de 2006, le volume des activités commerciales devrait s'accroître grâce à l'amélioration de l'environnement institutionnel et à la mise en place des infrastructures de base. La politique de formalisation du secteur informel augure des avantages certains dans l'absorption du chômage, le développement de petites activités génératrices de revenu et une rentrée importante de recettes fiscales. En 2006, ce taux de croissance pourrait se situer à 3,5% avant d'atteindre en moyenne 3,9% sur la période 2007-2009. Il faut noter que dans sa structure actuelle, une grande partie des activités commerciales est informelle.

Le taux de croissance du **sous-secteur transport** a été estimé à 1,3% en 2005 contre 1,6% en 2004. Ce taux devrait se situer à 3,5% en 2006 avant d'atteindre 4,3% en moyenne entre 2007 et 2009, à la faveur de la mise en route des grands chantiers miniers et du développement du secteur agropastoral et celui du commerce.

Le taux de croissance des "**Autres services**" a enregistré une légère baisse en 2005, soit 2,2% contre 2,5% en 2004. Cette moindre croissance est imputable en grande partie à la conjoncture internationale et l'environnement des affaires au niveau national. En 2006, le taux de croissance des autres services devrait atteindre 3,5% suite à l'amélioration du cadre institutionnel et juridique des affaires. A partir de 2007, il pourrait progressivement augmenter pour atteindre en moyenne 3,7% sur la période 2007-2009.

Le taux de croissance des **Droits et Taxes à l'Importation (DTI)** est passé de -0,8% en 2004 à 21,7% en 2005 du fait d'une forte mobilisation des recettes douanières provenant en partie de l'augmentation des importations taxables et des efforts déployés par les agents.

En dépit des améliorations enregistrées dans la mobilisation des recettes intérieures, le pays reste confronté à une crise financière aiguë. Il est donc opportun que les autorités envisagent de mettre en œuvre de nouvelles mesures de politique fiscale en vue de résorber cette crise financière.

1.2 Analyse de la demande :

1.2.1 Ressources et emplois du Produit Intérieur Brut (PIB)

En termes réels, **la consommation finale totale** a diminué de 4,0% en 2005 contre une croissance de 1,2% en 2004. Cette détérioration s'explique par la baisse de **la consommation finale privée** dont le taux de croissance passe de 1,3% en 2004 à -5,8% en 2005. Ceci a entraîné une forte diminution de la consommation par tête d'habitant dont la variation passe de -1,9% en 2004 à -7% en 2005. Quant à la consommation finale publique, elle a enregistré une forte croissance en 2005, soit 13,9%.

La part de la consommation finale totale dans les ressources du PIB nominal a légèrement baissé en 2005 pour se situer à 90,5% contre 91,1% en 2004. La diminution progressive de cette part les années à venir serait à la faveur de l'investissement.

Le taux de croissance de la FBCF totale, en termes réels, a été estimé à 35,8% en 2005 contre 39,1% en 2004. Cette baisse est imputable à la plupart des postes : l'investissement de l'administration qui passe de 13,3% à 5%, celui des ménages de 86,1% à 24,7% et celui du privé de 53,5% à 48,5.

La promotion des investissements miniers à travers les mégas projets est très attendue les années à venir en vue de relancer la croissance économique et de juguler davantage la pauvreté.

En 2006, le taux de croissance de la FBCF totale devrait se situer à 15,6% avant de se relever pour atteindre 24,3% en 2008.

1.3 – Commerce extérieur :

L'excédent de la **balance commerciale** a été de 103,43 millions \$US en 2005 contre 148,11 millions \$US en 2004. Cette baisse de l'excédent commercial en 2005 résulte d'une part de la faible croissance des exportations et de l'augmentation des importations d'autre part.

Le déficit de la **balance des biens et services** quant à lui s'est situé à 92 millions \$US contre 49,06 millions \$US en 2004. Le **solde des revenus** s'est amélioré pour se situer à -48,40 millions \$US en 2005 contre -59,83 millions \$US en 2004

Les **transferts publics** n'ont augmenté que légèrement en 2005 pour se situer à 21,50 millions \$US contre 20,80 millions \$US en 2004. Il convient de noter que les difficultés que le pays a rencontrées dans la mise en œuvre de son programme de développement économique et social à travers la FRPC et la Stratégie de Réduction de la Pauvreté a entraîné un manque total de concours extérieurs.

Conclusion :

Au cours de la décennie 90, malgré un environnement difficile, la Guinée a enregistré de bons résultats dans la mise en œuvre de son programme économique et financier. La croissance de l'économie guinéenne en termes réels a été en moyenne de 4,5% par an sur la période et le taux d'inflation a été ramené à moins de 5%. Le déficit budgétaire base engagement hors dons a été ramené autour de -5% du PIB. Les réserves de change du pays représentaient en moyenne, environ trois mois des importations commerciales non minières.

C'est à partir de 2000 que, sous l'effet conjugué de la rébellion armée, de la baisse des recettes minières suite à la détérioration des termes de l'échange et du manque de concours extérieurs, que la situation économique s'est fortement dégradée.

Toutefois, l'année 2004 a marqué le début d'une reprise en termes de croissance économique avec 2,7% du PIB en 2004 contre 1,2% en 2003 du fait de l'augmentation de la production des secteurs agricole et minier et des BTP dans le PIB ainsi que de l'amélioration enregistrée dans la fourniture d'eau et d'électricité.

II - SITUATION DES COMPTES NATIONAUX ET PERSPECTIVES

De puis 1986, les comptes nationaux de la Guinée sont élaborés selon les normes du SCN 1968. Nous disposons ainsi d'une série de comptes courants et constants pour la période 1990 – 2002. Les travaux d'harmonisation des PIB comparables entrepris par le CEDEAO en 2002, ont permis de faire une rénovation de cette série par la prise en compte de certains éléments convergents de plus en plus au SCN 1993. Ces nouveaux éléments sont :

- le calcul du loyer imputé des ménages ;
- l'estimation de l'auto- construction des ménages ;
- évaluation de la production des branches aux prix TTC aux prix de base
- évaluation de la production du secteur de l'élevage et répartition de sa formation de capital entre FBCF et variation des stocks ;
- Méthodologie de calcul de la CCF des Administrations publiques ;

2.1 Choix de l'année de base :

A partir de ces travaux de rénovation des comptes, notre pays a décidé de passer au nouveau système de comptabilité nationale des Nations Unies : le SCN 1993 avec pour année de base 2003. Ce choix se justifie non seulement par les travaux de rénovation des comptes nationaux 1990 à 2002, mais aussi et surtout par la réalisation et la publication en Guinée au courant de l'année 2002 de certaines grosses enquêtes statistiques pouvant satisfaire aux exigences du nouveau système de comptabilité nationale. Il s'agit notamment :

- de l'Enquête Intégrée de Base pour l'Evaluation de la Pauvreté (EIBEP)
- Enquête sur le questionnaire des indicateurs de base du bien être (QUIB)
- Enquête Démographique et de santé (EDSG III)

A ces grosses enquêtes, viennent s'ajouter certains documents administratifs également utiles pour l'élaboration des différents comptes retenus dans le nouveau système. Ces documents sont :

- Le fichier informatisé de la Direction Nationale des Impôts (DNI) portant sur les sociétés financières et non financières, les institutions sans but lucratifs au service des ménages (ONG nationales et étrangères) et enfin les établissements relevant du secteur informel pour la période 2003-2005;
- les statistiques du commerce extérieur 2003-2005;
- les statistiques du secteur tourisme etc.
- la disponibilité pour la même période des différents documents des finances publiques et de la banque centrale. Ce sont :
 - le rapport annuel de la BCRG
 - le tableau des opérations financières de l'état (TOFE)

- le tableau de bord des finances publiques
- le budget d'investissement public
- le compte administratif des budgets préfectoraux
- les comptes de gestion de la CNSS
- le bulletin du commerce extérieur
- les rapports annuels des Directions nationales de l'agriculture, élevage, pêche et sylviculture.

2.2 Ampleur du retard et difficultés à l'origine :

Le retard accusé dans la production et la publication des comptes nationaux, porte sur la période 2003-2005. Ceci s'explique principalement par deux facteurs :

- 1) - la faiblesse des ressources humaines avec un effectif total de 8 cadres chargés à la fois de la collecte, du traitement et de tous les autres travaux périphériques aux comptes nationaux.
 - 2) le manque de ressources financières pourtant indispensables non seulement pour la collecte des données, et surtout pour l'acquisition des équipements informatiques devenus de nos jours indispensables pour les travaux de comptabilité nationale.
- Il faut tout de même signaler que l'effectif des cadres de la comptabilité nationale vient d'être augmenté par l'affectation définitive au sein de la division, de 4 (quatre) jeunes cadres sortis de nos universités.

Pour rattraper le retard accusé sur la production des comptes nationaux, la division comptabilité nationale a déjà engagée une vaste campagne de collecte et de traitement des données auprès du secteur formel notamment les administrations publiques.

Les documents ci-après sont déjà en cours de traitement pour les années 2004 et 2005

- le tableau des opérations financières de l'état (T.O.F.E),
- les déclarations statistiques et fiscales (DSF) au niveau de la direction nationale des impôts,
- les rapports sur les résultats des grosses enquêtes présentés ci-dessus).

L'objectif fixé par la division comptabilité nationale, est de produire des comptes provisoires 2003-2005 (avec pour année de base 2003) avant la fin de l'année 2006.

Il faut enfin signaler qu'en plus de l'assistance technique actuellement accordée conjointement par Afristat, Afritac de l'Ouest et l'INSEE pour la mise en œuvre du SCN 93 en Guinée, la Division Comptabilité nationale s'attend incessamment à un appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD) à travers son projet intitulé : Programme de Comparaison internationale des prix et des pouvoirs d'achats (PCI -Afrique).

Ce programme doit permettre très rapidement de faire la décomposition des emplois du PIB en positions élémentaires comme présenté dans le tableau ci - dessous :

Tableau 1 : Décomposition des emplois du PIB selon la nomenclature PCI - Afrique

		Composantes du PIB	Groupes	Sous-groupes	Classes	Positions élémentaires
0	PRODUIT INTERIEUR BRUT	7	26	62	129	201
1	DÉPENSES DE CONSOMMATION INDIVIDUELLE DES MÉNAGES	1	13	44	92	125
2	DÉPENSES DE CONSOMMATION INDIVIDUELLE À LA CHARGE DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES	1	1	1	1	1
3	DÉPENSES DE CONSOMMATION INDIVIDUELLE À LA CHARGE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	1	5	7	17	42
4	DÉPENSES DE CONSOMMATION COLLECTIVE À LA CHARGE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	1	1	1	5	5
5	FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1	3	6	11	22
6	VARIATIONS DE STOCKS ET ACQUISITIONS MOINS CESSON D'OBJETS DE VALEUR	1	2	2	2	4
7	SOLDE DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS	1	1	1	1	2

2.3 Quelques propositions :

2.3.1 Nomenclatures utilisées et problèmes rencontrés :

Les nomenclatures utilisées sont les nomenclatures d'activités et de produits des états membres d'Afristat (NAEMA et NOPEMA) avec une adaptation à l'économie guinéenne. La nomenclature d'activité en Guinée porte sur :

1^{er} niveau : 17 sections

2^{ème} niveau : 57 Divisions.

3^{ème} niveau : 162 Classes au lieu de groupes

La plupart des sections ont été repris sans changement, tandis que le nombre de divisions est réduit. Nous avons retenus tous ces postes pour tenir compte de la diversité des activités dans les différents secteurs de l'économie d'une part, et d'autres part pour faire apparaître le détail au niveau de l'activité minière qui est très importante dans notre économie.

Annexe 1 : nomenclature d'activité de la guinée

2.3.2 Traitement des DSF et Stratification des entreprises :

Les déclarations statistiques et fiscales (DSF) sont déposées uniquement à la Direction Nationale des Impôts (DNI). Le traitement que nous faisons actuellement de ces documents tient compte des exigences du SCN 1993. A cet effet, une grille de passage a été élaborée pour permettre le passage des comptes des sociétés aux différents comptes retenus.

Les données des entreprises sont reportées sur un questionnaire établi sur le modèle du Plan comptable général Guinéen.

Le questionnaire utilisé comporte les renseignements suivants :

- Identification de l'entreprise
- Montant et répartition du capital social (public, privé..)
- Effectif du personnel
- Soldes de gestion : charges et pertes Débit / Produits et profits – crédits
- Flux patrimoniaux : Emplois et Ressources
- Détails des biens et services produits
- Détails des biens et services achetés et destinés à être incorporés dans la production.

Les entreprises sont classées en deux catégories :

- les grandes entreprises dont le chiffre d'Affaire est égal ou supérieur à 150.000.000 FG (cent cinquante millions de franc guinéen) ;
- les petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'Affaire est inférieur à 150.000000 FG (cent cinquante millions de franc guinéen) ;

Après la collecte des données statistiques et comptables au niveau des entreprises nous procédons aux opérations ci-après :

- vérification de la cohérence des informations contenues dans le questionnaire ;
- codification à partir de l'activité dominante suivant la nomenclature retenue;
- saisie et traitement des données à l'aide du logiciel Excel ;

Les comptes ci-dessous sont élaborés :

II.2 Compte de distribution secondaire du revenu

II.3 Compte de redistribution du revenu en nature

II.4 Compte d'utilisation du revenu

II.4.1 Compte d'utilisation du revenu disponible

II.4.2 Compte d'utilisation du revenu disponible ajusté

Tableau A.V.7 Séquence complète des comptes des Institutions sans but lucratif au service des ménages [*suite*]

III. Comptes d'accumulation

III.1 Compte de capital

Tableau A.V.8 Séquence complète des comptes du reste du monde (compte des opérations avec l'extérieur)

V.I. Compte extérieur des biens et services

Les difficultés actuelles pour le traitement des DSF résident au niveau de la cohabitation et de l'utilisation dans notre pays d'un Plan comptable général guinéen (PCGG) et du plan comptable OHADA adopté par notre pays depuis 2001. Ce qui pourra poser certaines difficultés au niveau de la grille de passage harmonisée.

2.3.3 Le champs des comptes proposé :

Quant à l'extension que nous voulons donner à la nouvelle année de base, c'est l'élaboration d'un tableau des ressources – emplois avec la nomenclature COICOP doté de la flexibilité de passage aux autres nomenclatures. Ceci nous permettra de répondre à la fois aux exigences du PCI – Afrique et aux autres travaux de comptabilité nationale.